



PROGRAMME DU PARTI LIBERTARIEN

NOTRE VISION

Notre constat est le même que la majorité des Français : le poids de l'état et son périmètre d'action ne cessent d'augmenter, entravant toujours plus nos libertés, avec les résultats catastrophiques que tout le monde constate.

Nous sommes également face à une inflation législative extrêmement préoccupante, l'accumulation de normes, de réglementations et de lois rendent le système incompréhensible pour la majorité des Français et impraticable pour les entrepreneurs.

Seuls les grands groupes et les multinationales profitent de cette complexité et peuvent s'étendre sans réelle concurrence.

Ces réglementations paralysent toute initiative personnelle, bloquent l'ascenseur social et augmentent les inégalités.

Au-delà des conséquences dramatiques d'une telle intrusion de l'état dans la vie des individus, ce dernier, en voulant réguler chaque aspect de notre quotidien, va au-delà de ses prérogatives et viole notre droit fondamental à gérer notre vie comme bon nous semble.

En plus de son omniprésence opérationnelle et réglementaire, l'état asphyxie la société par une fiscalité punitive et confiscatoire.

La France est vice-championne du monde avec une dépense publique avoisinant les 60% du PIB. A ce niveau nous sommes clairement plus proche d'un régime communiste que d'un régime capitaliste avec toutes les dérives et conséquences néfastes que cela entraîne.

Grâce à la multiplication des prélèvements (taxes, impôts, cotisations, etc ...) et l'invisibilité de certaines pour le grand public (TVA, TIPP, etc ...), l'état matraque, en toute discrétion, les classes moyennes qui ne peuvent réaliser l'ampleur des versements obligatoires dont elles s'acquittent.

Cette fiscalité hors norme paralyse l'économie et augmente la pauvreté. Nous arrivons à un stade où les seules professions qui s'en sortent sont celles qui bénéficient de privilèges spéciaux ou de monopoles légaux.

Nous constatons également que plus les prélèvements obligatoires augmentent, plus la qualité des services publics baissent (remboursements de santé, éducation, sécurité, etc ...). Cela peut sembler paradoxal pour certains mais c'est pourtant une conséquence logique qui est documentée par les plus grands économistes.

Malgré ce constat alarmant, la totalité des partis présents sur l'échiquier politique ne savent rien proposer d'autre que de nouvelles réglementations, de nouvelles violations de nos vies privées, de nouvelles taxes, etc ...

Sans garde-fou, l'expansion de l'état est sans limite. Il est urgent d'agir !

Il faut replacer l'état sur ses prérogatives historiques qui sont la protection de nos droits, supprimer toutes les réglementations inutiles ou illégitimes et réduire drastiquement la fiscalité afin de rendre leur liberté aux individus, restaurer l'égalité en droit et rétablir un système propice à la prospérité.

Nous prenons donc part au jeu politique et démocratique non pas pour proposer une énième manière d'administrer la vie des gens mais bien pour leur restituer leurs libertés individuelles, civiles et économiques.

Nous savons que liberté rime avec prospérité et que rien de positif ne peut émerger d'une planification centralisée.

L'histoire nous montre tous les jours que les interactions libres, entre individus consentants, façonnent le monde à l'avantage de tous.

Nous sommes libertariens et nous considérons que c'est aux individus libres d'écrire leur histoire.

Nous faisons nôtre l'article 2 de la DDHC qui stipule que le but de toutes organisations politiques est la défense de nos droits naturels. Toutes les actions politiques sortant de ce cadre précis sont par nature une violation des droits de l'homme.

Article 2 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 :

« Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'Homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression ».

NOS ENGAGEMENTS

- *Recentrer l'état sur ses fonctions régaliennes et la défense des droits naturels.*
- *Ouverture à la concurrence et retrait progressif de l'état des secteurs autres que régaliens.*
- *Diminution du nombre de ministères et d'élus ainsi que suppression des agences, observatoires ou comités en tout genre.*
- *Garantir la protection de la vie privée et fin des politiques de surveillance de masse.*
- *Autonomie accrue des collectivités territoriales et promotion du principe de subsidiarité.*
- *Politique militaire non interventionniste, déclaration de neutralité dans les conflits internationaux et retrait des troupes à l'étranger.*

- *Garantir une totale liberté de conscience et d'expression, fin des outils de censure.*
- *Le consentement entre adultes capables vaut loi, fin des crimes et délits sans victimes.*
- *Simplification législative et normative, suppression des codes et des normes inutiles ou qui contreviennent au principe de non-agression.*
- *Alignement des statuts public et privé, fin de tous les privilèges spéciaux et de tous les monopoles légaux.*
- *Retour à un principe de responsabilité et au droit des contrats.*

- *Suppression de tous les impôts, subventions et niches fiscales.*
- *Instauration d'une "Flat tax" nationale et locale sur les revenus.*
- *Versement du salaire complet et liberté d'affiliation aux régimes de sécurité sociale.*

SOMMAIRE

LE POIDS DE L'ETAT

LE POIDS DES NORMES

LE POIDS DES PRÉLÈVEMENTS

LE POIDS DE L'ÉTAT

Le système doit être réformé en profondeur afin de replacer l'état sur ses fonctions essentielles à savoir ses fonctions régaliennes.

Les fonctions régaliennes de l'état n'ont pas d'autre but que la préservation de nos droits naturels : Liberté, propriété, sécurité et résistance à l'oppression.

L'état, tant dans son périmètre d'action que dans le nombre de ses administrations ou la quantité de son personnel, a atteint une taille démesurée. En plus d'administrer ce qui relève de la sphère privée des individus, le fonctionnement de ce dernier représente un coût exorbitant pour des résultats plus que médiocres. L'état ne cesse son expansion en distribuant des privilèges et des fonctions pour des vues électoralistes. Il est temps d'administrer l'état dans l'intérêt des citoyens et non dans l'intérêt de quelques privilégiés.

Qu'il s'agisse d'éducation, de santé, de logement, etc ... l'état produit toujours moins de résultats, des services toujours en baisse, pour un coût toujours en augmentation. D'une manière générale, la gestion publique de ces secteurs d'activité multiplie quasiment le coût de ces services par deux. Les Français ne peuvent plus payer cette facture.

Au-delà de l'inefficacité de ce système, il est profondément inégalitaire. Les classes moyennes et populaires financent un système inefficace au coût prohibitif alors que les foyers aisés, qui peuvent payer deux fois pour un même service, ont recours à des établissements privés de qualité.

La mise en concurrence de ces services, couplée à un retrait progressif de l'état, permettrait de réduire les coûts et d'améliorer leur qualité au bénéfice de tous.

En plus de s'immiscer partout, l'état se dote de moyen d'espionnage de la population violant ainsi notre vie privée.

Un respect strict de la vie privée est le meilleur des remparts contre le despotisme.

Les collectivités souffrent comme l'état d'une taille démesurée. Des décennies de copinage et de passe-droits ont rendu ce système complètement obsolète, inefficace et coûteux.

Leur périmètre de compétence, leur nombre et leur personnel doivent également être réduit. Il faut recentrer les collectivités sur leur missions essentielles afin de les faire gagner en efficacité.

Sur le plan international, l'état doit également cesser de se servir de l'armée comme d'un outil de déstabilisation politique et doit se concentrer sur sa mission première qui est la défense du territoire mais aussi des droits et des libertés.

Notre politique étrangère au lieu d'être source de paix, est en partie la cause de tous les troubles géopolitiques contemporains (déstabilisation du moyen orient, etc ...).

Une politique étrangère est légitime lorsqu'elle cherche à défendre les droits de l'homme, établir la paix et non pas enrichir le complexe militaro-industriel ou quelques multinationales proches du pouvoir.

Le commerce et le libre-échange avec les autres pays sont un gage de relation de paix durable.

- Recentrer l'état sur ses fonctions régaliennes et sur la défense des droits naturels
- Ouverture à la concurrence et retrait progressif de l'état des secteurs autres que régaliens.
- Diminution du nombre de ministères et du nombre d'élus.
- Suppression des agences, observatoires et comités en tout genre.
- Garantir la protection de la vie privée.
- Fin des politiques de surveillance de la population.
- Plus grande autonomie des collectivités territoriales.
- Promotion à tous les niveaux du principe de subsidiarité et introduction du droit à la sécession.
- Politique militaire non interventionniste.
- Déclaration de neutralité dans les conflits internationaux et retrait des troupes à l'étranger.

LE POIDS DES NORMES

L'état ne cesse de réguler ce qui appartient logiquement à la sphère privée, cela est inacceptable. Nous nous engageons à restituer aux personnes le pouvoir de gérer leur vie comme ils l'entendent dans le respect d'autrui et selon un principe de responsabilité.

L'état n'a aucune légitimité pour interférer dans les choix et les échanges entre des personnes consentantes.

Nous considérons que la liberté individuelle n'a pas d'autres limites que le respect des droits naturels d'autrui.

Comme l'écrivait John Stuart Mill "La liberté des uns s'arrête là où commence celle des autres".

Il est impératif de rappeler que le consentement entre adultes capables vaut loi et qu'il ne peut y avoir de crimes ou de délits sans victime.

Sur le plan économique, les conséquences sont dramatiques. Le marché du travail français est actuellement au point mort. Nous avons un chômage de masse, des salaires insignifiants qui ne suffisent même plus à payer les factures et une détérioration des conditions de travail très préoccupante.

Tout cela n'est autre que le résultat d'une tentative de contrôle du marché du travail par nos gouvernements successifs.

A chaque nouvelle réglementation ou chaque nouvel avantage social, l'état crée de nouvelles trappes à pauvreté d'où les personnes ne peuvent plus s'extraire. Dans ce contexte, l'ascenseur social ne peut plus fonctionner.

Pour redémarrer l'ascenseur social, réduire le chômage, améliorer les conditions de travail et voir les salaires repartir à la hausse, il n'y a qu'une seule solution. Il faut libérer le marché des contraintes qui l'étouffent.

Toutes les réformes effectuées dans le monde allant vers plus de liberté dans le domaine du travail ont montré des résultats positifs sur l'emploi.

Au-delà du marché du travail, l'état à vouloir réglementer et normaliser tous les secteurs d'activité paralyse toute l'économie du pays.

Pour ne citer qu'un autre exemple parmi tant d'autres, l'état, par une réglementation abusive, fait également flamber le prix du foncier avec, pour conséquence, une partie de la population qui n'a plus les moyens de se loger.

Les réglementations sur le foncier, en plus d'augmenter le prix de l'immobilier, créent des aberrations urbanistiques (ville ghettos, etc ...)

Libérer le secteur du logement et les règles d'urbanismes permettrait de faire baisser les coûts au bénéfice de tous, de rationaliser la construction de logements par rapport à la demande, favoriserait la mobilité et permettrait une relance économique par la construction.

- Fin de tous les moyens de censure, de contrôle ou de réglementation de l'Etat.
- Garantir la liberté de conscience.
- Garantir une liberté d'expression totale.
- Fin de tous les crimes et délits sans victimes. Réaffirmer que le consentement entre adultes capables vaut loi.
- Simplification législative et normative, suppression des codes et des normes inutiles ou qui contreviennent au principe de non-agression.
- Fin des barrières administratives à l'emploi.
- Libération du foncier et des règles d'urbanisme.
- Retour à un principe de responsabilité et au droit des contrats.
- Alignement des statuts public et privé.
- Fin de tous les privilèges spéciaux et de tous les monopoles légaux.
- Rétablissement d'une égalité en droit absolue.

LE POIDS DES PRÉLÈVEMENTS

La fiscalité, en plus d'être une atteinte aux droits de propriété, est aujourd'hui confiscatoire pour tous les Français mais grâce à une dilution de l'impôt en une multitudes de petits prélèvements et en diversifiant les percepteurs de ces impôts, le peuple ne se rend pas réellement compte de l'ampleur de la taxation qu'il subit.

Qui se rend vraiment compte du paiement de 20% de TVA sur ces achats courants ? Quel salarié se rend compte que les « charges patronales » sont principalement payées par lui-même ?

Outre l'aspect punitif d'une telle fiscalité, cela paralyse l'économie, fait fuir nos meilleurs talents ainsi que les fortunes qui ne demanderaient qu'à investir. Tout cela génère une fois de plus de la précarité dont les plus faibles sont encore une fois les premières victimes.

Pour caricaturer, nous constatons que la fiscalité existe pour résoudre des problèmes qui n'existeraient pas sans elle.

Enfin, il faut savoir que l'aspect redistributif de l'impôt est une vaste fumisterie. Le premier impôt de France est la TVA, impôt qui touche en premier les classe les plus populaires. Parallèlement à cela, les multinationales et leurs armées de fiscalistes sont en mesure de mettre en place des montages qui leur permettent d'être moins imposées qu'une PME.

La complexité fiscale profite avant tout à ceux qui ont les moyens de se payer les meilleurs conseillers.

Il est aisé de constater que plus les impôts, censés protéger les plus faibles, s'accumulent, plus notre économie va mal au détriment des plus faibles.

Nous ne sommes pas dans l'idéologie, c'est un constat. Les pays les plus libéraux sur le plan économique sont ceux qui ont le moins de problèmes de chômage, les meilleurs salaires, les meilleures conditions de travail et les économies les plus prospères.

En France, les cotisations de santé ne cessent d'augmenter alors que les remboursements eux, à l'inverse, baissent d'année en année. Notre système de santé n'est plus efficace et de plus en plus de personnes renoncent à se soigner pour des raisons financières alors que nous consacrons à la santé un budget exorbitant.

Le coût excessif des soins provient de la gestion calamiteuse des structures publiques et d'un manque crucial de concurrence. Il faut savoir qu'un patient d'un hôpital public, à prestation égale, coûte beaucoup plus cher qu'un patient d'une clinique privée.

Privatiser les établissements de santé permettrait de faire baisser les coûts et de rendre la santé plus accessible pour les classes moyennes.

Comme la santé, le financement de nos retraites doit également être remis à plat.

La retraite, telle qu'elle est financée actuellement, n'est autre qu'un système de Ponzi qui a été mis en place pour des raisons politiciennes et électoralistes.

Ce système n'est, de par sa nature, pas viable sur le long terme car il ne tient pas compte de la démographie, ni des différences de pouvoir d'achat d'une génération par rapport à une autre.

Aujourd'hui, des travailleurs peu nombreux et dans un contexte économique incertain se retrouvent à devoir financer la retraite d'une population de plus en plus nombreuse et qui a vécu dans des périodes où l'économie était plus prospère. Cela n'est pas viable et démontre bien l'absurdité de ce système.

Il est impératif de passer progressivement à une retraite par capitalisation afin que chaque génération finance elle-même sa propre retraite.

D'une manière générale, la solidarité telle qu'elle est pratiquée par l'administration produit plus d'effets pervers et de pauvreté que ce qu'elle en résout. Cette situation crée une spirale infernale où l'augmentation de la précarité nécessite toujours plus d'aides sociales qui elles-mêmes ont des conséquences économiques qui créées encore plus de précarité.

C'est pour cette raison que les dépenses sociales ne cessent d'augmenter et que parallèlement, on constate que la pauvreté augmente au lieu de diminuer.

- Suppression de tous les impôts et taxes locales.
- Mise en place d'une "Flat tax" nationale et locale.
- Versement du salaire complet (charges salariales et patronales).
- Liberté d'affiliation aux différentes caisses de sécurité sociale.
- Passage progressif à un système de retraite par capitalisation.
- Suppression de toutes les subventions (entreprises, associations, politiques, etc...)
- Suppression de toutes les niches fiscales.
- Fin des politiques protectionnistes.